

L'Union Professionnelle Suisse de la Viande recommande le rejet de l'initiative populaire «Economie verte»

Sihlquai 255
Postfach 1977, 8031 Zürich
info@carnasuisse.ch
Tel. +41 (0)44 250 70 60
Fax +41 (0)44 250 70 61

Arrêter à temps les nouvelles mesures contraignantes

Zurich, le 22 août 2016 – Le Comité central de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande UPSV a décidé à l'unanimité de recommander à ses membres de rejeter, le 25 septembre 2016, l'initiative populaire intitulée «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources». Derrière le label apparemment innocent de «Pour une économie verte», cette initiative veut ancrer dans la constitution des objectifs dont la mise en œuvre d'ici à 2050, la période fixée par les initiants, est non seulement totalement irréaliste, mais mettrait aussi sérieusement en danger la compétitivité économique de la Suisse au niveau international, ainsi que notre bien-être à tous. Diminuer de deux tiers la consommation des ressources comme le demandent les initiants ne serait réalisable qu'en introduisant des mesures de contrainte des plus radicales et qui toucheraient au plus profond nos libertés individuelles, ainsi que par des restrictions imposées par les autorités dans pratiquement tous les secteurs de la vie. Dans leur combat, les initiants ignorent le fait que l'économie suisse – et avec elle l'économie carnée suisse – a déjà entrepris par le passé, et continue actuellement, à réaliser d'énormes efforts pour mettre en place des processus de production toujours plus durables et dans le souci d'une utilisation efficace des ressources. Ce n'est pas un hasard si, à plusieurs reprises déjà, la Suisse s'est retrouvée aux premières places dans les rankings internationaux concernant l'écologie. Cette initiative anti-concurrence isolerait encore plus la Suisse et en viendrait à créer de nouveaux obstacles au commerce par rapport aux autres pays qui, au-delà de la frontière suisse, n'auraient naturellement pas à se plier aux prescriptions contraignantes liées à l'initiative. En demandant à ses membres de voter contre l'initiative, l'UPSUV montre encore une fois clairement qu'elle s'oppose de toutes ses forces à la mise en place de nouvelles mesures de contrainte et de mise sous tutelle visant à imposer des objectifs politiques insensés et irréalistes.

Des conséquences catastrophiques pour l'économie et la population

La mise en œuvre des objectifs des initiants aurait en fin de compte des conséquences catastrophiques pour les conditions de vie de la population, entre autre aussi par le fait qu'une diminution de 65% de notre «empreinte écologique» ne serait pas réalisable par de simple gains en efficacité, mais uniquement par l'introduction d'actions extrêmement radicales pour chacune et chacun d'entre nous. Les secteurs alimentation, habitation et mobilité sont plus particulièrement visés par les initiants. Concrètement il faudrait compter sur un très net renchérissement des denrées alimentaires, des voyages et des loyers, sans oublier de

nouvelles contraintes concernant la composition de nos menus ainsi que des restrictions massives sur les transports de marchandises, les voyages, les surfaces d'habitation, le chauffage et bien d'autres. La conséquence serait une perte considérable de la qualité de vie au quotidien, mais aussi et surtout d'autres coupes dans nos droits et nos libertés personnelles.

La branche carnée fortement touchée – un impôt sur la viande à nos portes?

En dehors des graves conséquences que laisse entrevoir le texte constitutionnel prévu par les Verts, l'initiative est aussi une attaque frontale contre la branche carnée et la consommation de viande. En clair, la formulation du texte de l'initiative qui prévoit que, pour atteindre ces objectifs, la Confédération «pourrait avoir recours à des mesures fiscales ou budgétaires», ne signifie rien d'autre que, selon les Verts, prélever un impôt sur la viande pourrait être une taxe d'incitation convenable pour orienter la consommation de viande selon leurs idées. Ceci – il faut le souligner – viendrait s'ajouter à «l'impôt sur la viande» déjà en place sous la forme du montant de près de 150 mio. francs nets que coûte chaque année la mise en adjudication des importations de viande.

Dans son message, même le Conseil fédéral lance expressément un avertissement selon lequel, en cas d'acceptation de l'initiative, les possibilités de consommation des ménages et les marges de manœuvre des entreprises seraient considérablement réduites. Lui aussi estime que l'objectif fixé est «pratiquement hors d'atteinte» et que l'initiative «n'est pas réalisable», un avis qu'a suivi comme on le sait la grande majorité du parlement fédéral en rejetant aussi bien l'initiative populaire que son contreprojet indirect.

Il est facile d'imaginer quelles seraient les conséquences pour la branche dans son entier si ces nouvelles contraintes venaient encore empirer les inégalités déjà en place par rapport à l'étranger en imposant une nouvelle hausse des prix de la viande. De son côté, la population ne se laisserait pas facilement imposer par décret des autorités la composition de ses menus et traverserait en encore plus grand nombre nos frontières pour faire ses achats à l'étranger. Aujourd'hui déjà, comme le relève le Professeur Mathias Binswanger de la Haute école spécialisée Nordwestschweiz, les dépenses effectuées de l'autre côté de nos frontières pour les achats de viande représentent entre 1,2 et 1,6 milliard de francs par année.

Contacts médias:

ex Conseiller aux Etats Rolf Büttiker, Président de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande UPSV, tél. 079 435 32 44, courriel: r.buettiker@datacomm.ch

Dr. Ruedi Hadorn, Directeur de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande UPSV, tél. 044 250 70 60, fax: 044 250 70 61, courriel: r.hadorn@carnasuisse.ch

Service de presse: Huber&Partner PR AG, Peter Zimmermann, tél.: 044 385 99 99, fax: 044 385 99 95, courriel: contact@huber-partner.com